

# Chapitre 2

## La résolution des litiges par les instances judiciaires

### Application 1

Pour chacun des cas, indiquez le tribunal compétent en fonction du litige. Justifiez vos réponses.

1. Juge de proximité – montant inférieur à 4 000 euros
2. Conseil de prud'hommes – conflit individuel de travail
3. Tribunal d'instance – conflit relatif à la désignation d'un représentant du personnel
4. Tribunal de grande instance (montant supérieur à 10 000 euros) ou tribunal de commerce (acte mixte)
5. Juge de proximité – litige relatif au dépôt de garantie
6. Tribunal administratif – demande d'annulation d'une décision administrative
7. Tribunal de grande instance – compétence exclusive
8. CJUE – recours en manquement
9. Tribunal correctionnel – délit (violence avec arme)
10. Tribunal administratif – recours de contentieux administratif de pleine juridiction

### QCM

1. Quelles sont les différences entre un juge et un magistrat ?

C. un magistrat est parfois un juge le magistrat est un fonctionnaire soumis au statut de la magistrature. Les magistrats de l'ordre judiciaire sont divisés en plusieurs catégories : ceux qui jugent (les magistrats du siège) ceux qui représentent l'intérêt général (les magistrats du parquet). Le juge est celui qui rend des jugements : ce n'est pas nécessairement un magistrat de carrière, ce peut-être un juge élu parmi les professionnels (juge du tribunal de commerce, du conseil des prud'hommes par ex).

2. Les membres du ministère public sont :

B. des agents du pouvoir exécutif auprès des juridictions

3. Il existe un ministère public permanent auprès du tribunal de commerce :

B. faux

4. Le conseil des prud'hommes est une juridiction paritaire parce que :

B. Les conseillers prud'homaux sont des juges élus par les salariés et par les employeurs en nombre égal

5. Les juges administratifs sont soumis au même statut que ceux de l'ordre judiciaire :

B. faux

6. Parmi ces différentes caractéristiques, quelles sont celles qui s'appliquent aux avocats :

B. ils exercent une profession libérale et indépendante

C. ce sont des salariés L'avocat exerce une profession libérale et indépendante mais il peut exercer sa profession seul, en collaboration, en société d'exercice libéral ou en qualité de salarié d'un autre avocat.

7. Devant le TGI le ministère d'avocat n'est pas obligatoire :

B. faux

8. L'avocat au conseil à la Cour de cassation a une fonction de représentation et une fonction d'assistance :

A. vrai : l'avocat aux conseils représente son client dans le cadre de la postulation (il saisit la Cour et accomplit les différents actes de procédure nécessaires à la bonne marche de l'instance) et des conclusions (l'avocat au conseil porte à la connaissance du juge et de la partie adverse l'argumentaire développé par son client. Il assiste son client par ses conseils et sa plaidoirie même si la part laissée aux plaidoiries devant la Cour de cassation est faible.

9. Tous les greffiers sont des fonctionnaires :

B. faux : le greffier qui dirige le greffe d'un tribunal de commerce est un officier public et ministériel.

10. L'huissier de justice procède à l'exécution forcée des titres exécutoires :

A. vrai : l'huissier est officier ministériel et officier public chargé des significations et de l'exécution forcée des actes publics (jugements et actes notariés) ainsi que du service intérieur des tribunaux (huissier audiencier).

## Application 2

M. Daumas vous interroge sur la validité de cette clause.

Problème de droit : validité d'une clause attributive de compétence. Principe : selon l'art. 48 du NCPC : « Toute clause qui, directement ou indirectement, déroge aux règles de compétence territoriale est réputée non écrite à moins qu'elle n'ait été convenue entre des personnes ayant toutes contacté en qualité de commerçant et qu'elle n'ait été spécifiée de façon très apparente dans l'engagement de la partie à qui elle est opposée. » Application : M. Daumas est médecin donc membre d'une profession libérale. À ce titre il ne peut pas être qualifié de commerçant. La clause d'attribution de compétence prévue par la société Medishop est réputée non écrite.

## Application 3

Les épiciers niçois ont pu tenter un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nice.

## Application 4

### 1. Les faits

M. X a jeté une pierre au travers de la fenêtre de la salle à manger de Mme Z occasionnant des dégâts pour lesquels Mme Z demande réparation.

### 2. La procédure

En première instance, Mme Z saisit la juridiction de proximité de Saint Dié des Vosges et demande 2673,97 € de dédommagements (pour des dégâts causés à la baie vitrée, à une vitrine et à des bibelots). La juridiction de proximité est en effet compétente pour les litiges en matière civile d'un montant n'excédant pas 4000€.

La juridiction de proximité, par un jugement rendu le 10-11-2009, condamne M. X à dédommager Mme Z à hauteur de 429,17 € (ce qui correspond à la destruction de la baie vitrée).

La juridiction de proximité jugeant en premier et dernier ressort, Mme Z, insatisfaite de la décision rendue, ne peut faire appel et elle se pourvoit en cassation. La Cour de cassation rend un arrêt de rejet le 8 mars 2012.

### 3. Mme Z peut-elle continuer les poursuites contre M. X ?

Mme Z ne peut pas continuer les poursuites. La Cour de cassation ayant rendu un arrêt de rejet, l'affaire est terminée.

### 4. Justifier la position du juge de proximité

Le juge de proximité a apprécié que seuls les dégâts concernant la baie vitrée ont été prouvés.